

ENJEUX ASSOCIÉS À L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES

MERCREDI 16 SEPTEMBRE 2026



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cadre d'autorisation des produits phytopharmaceutiques

1. Qu'est-ce qu'un produit phytopharmaceutique ?
2. Procédure d'autorisation des substances actives
2. Procédure de délivrance des autorisations de mise sur le marché (AMM)
2. Modalités de dérogation à l'obligation d'AMM en cas d'urgence

Qu'est-ce qu'un produit phytopharmaceutique ?

Qu'est-ce qu'un produit phytopharmaceutique ?

Les produits phytopharmaceutiques (PPP) sont destinés notamment à protéger les végétaux contre des organismes nuisibles, assurer leur conservation ou encore détruire les végétaux indésirables.

Ils sont encadrés par le règlement européen (CE) n° 1107/2009 relatif à la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques.

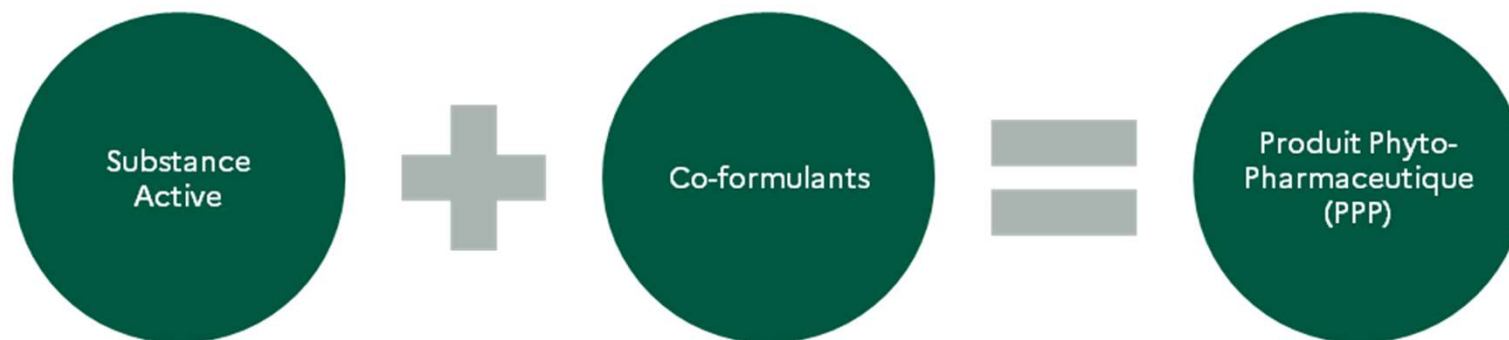
Un produit phytopharmaceutique est une préparation composée d'une ou plusieurs **substances actives autorisées** et de co-formulants permettant notamment l'application ou la stabilité du produit.

Cette distinction entre substance active et formulation complète est importante pour comprendre le processus d'autorisation.

Qu'est-ce qu'une substance active ?

Une substance active peut être un composé chimique de synthèse, un extrait de plante, une phéromone ou un microorganisme ayant une action contre un ravageur ou sur une plante ou partie de plante jugée indésirable.

Une substance active a une propriété spécifique : fongicide, insecticide, herbicide, régulateur de croissance, nématicide, etc.



Procédure d'autorisation des substances actives

Les substances actives sont approuvées à l'échelle de l'Union européenne par les États membres.

La Commission européenne s'appuie sur les conclusions produites par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) pour proposer ensuite aux États membres un règlement d'approbation, si la substance active remplit les conditions requises ou de règlement de non approbation.

Le règlement d'approbation, d'une durée définie, ou de non approbation concernant la substance active est voté par les représentants des États membres dans le cadre d'un Comité permanent spécifique, dédié à la chaîne alimentaire et la santé animale.

Ce n'est qu'une fois approuvée au niveau européen qu'une substance active peut entrer dans la composition d'un PPP, ce qui requiert une demande complémentaire des industriels concernés en vue de l'obtention d'une AMM nationale par produit incorporant cette substance active approuvée.

Procédure de délivrance des autorisations de mise sur le marché (AMM)

Le principe général de l'autorisation

Pour qu'un produit phytopharmaceutique puisse être commercialisé ou utilisé sur le territoire français, il doit obligatoirement disposer d'une autorisation de mise sur le marché (AMM). Cette autorisation définit précisément les conditions dans lesquelles le produit peut être employé.

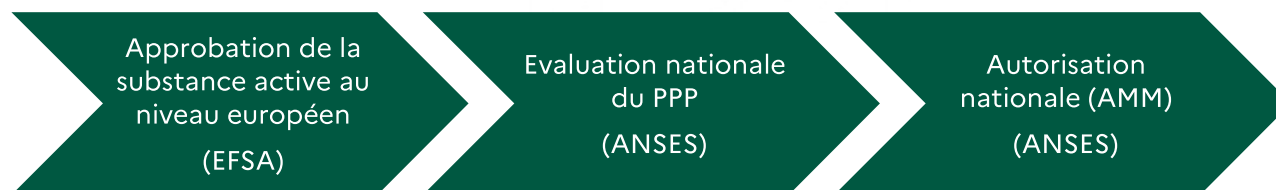
L'AMM est spécifique à chaque produit et précise :

- Les types de cultures concernées (blé, carotte, etc.)
- Les types de maladies, parasites ou adventices ciblés
- Les doses d'emploi autorisées
- Les conditions d'application particulières

Tout usage non mentionné dans l'AMM est strictement interdit. Cette restriction vise à garantir que les produits ne sont utilisés que dans des conditions où leur efficacité a été démontrée et leurs risques évalués.

Un processus d'autorisation des PPP en deux étapes

- **Approbation de la substance active au niveau européen** : avant toute autorisation nationale, chaque substance active contenue dans un PPP doit être évaluée et approuvée au niveau de l'Union européenne. Cette évaluation porte sur les propriétés intrinsèques de la substance, ses effets potentiels sur la santé humaine et l'environnement.
- **Évaluation du produit formulé** : une fois la substance active approuvée au niveau européen, chaque produit commercial contenant cette substance doit être évalué pour obtenir une autorisation spécifique dans chaque pays où il sera commercialisé.



Le rôle central de l'ANSES

En France, c'est l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) qui est chargée d'évaluer les produits phytopharmaceutiques et de délivrer les autorisations de mise sur le marché.

Depuis le 1er juillet 2015, l'ANSES assure cette mission qui était auparavant confiée au ministère de l'agriculture.

L'évaluation menée par l'ANSES est multidimensionnelle et porte sur :

- L'efficacité du produit contre les organismes ciblés ;
 - Les risques pour la santé humaine (utilisateurs, consommateurs, riverains) ;
 - Les risques pour la faune et la flore ;
 - L'impact sur l'environnement (eau, sol, air, biodiversité).
-

L'évaluation et l'autorisation des PPP

Une fois la substance active approuvée au niveau européen l'industriel qui souhaite commercialiser en France un produit en contenant doit déposer auprès de l'Anses un dossier de demande de mise sur le marché. Celui-ci inclue les études requises par la réglementation et, s'il en existe, les publications scientifiques pertinentes.

Les études doivent avoir été réalisées avec le produit formulé tel qu'il sera utilisé, afin de prendre en compte l'effet de l'ensemble des composants –substance(s) active(s) d'ores et déjà approuvée(s) par l'Europe – et co-formulants.

L'évaluation et l'autorisation des PPP

L'Anses évalue l'efficacité des produits et les risques liés à leur utilisation pour les applicateurs, les travailleurs, les résidents et les personnes présentes à proximité des lieux d'application, les consommateurs, l'environnement, la faune et la flore.

L'évaluation tient compte des données de la littérature scientifique et de celles issues des dispositifs de surveillance.

Sur la base de cette évaluation, qui est partagée avec les autres États membres de la zone Sud de l'Europe, des décisions d'autorisation ou de refus sont délivrées au niveau national pour chaque usage du produit et pour une durée définie. Les décisions définissent les conditions d'emploi et, si nécessaire, des restrictions d'usage en fonction des risques identifiés.

Qu'est-ce que l'évaluation zonale des PPP ?

Pour la quasi-totalité des cultures, l'évaluation s'effectue par zone. Trois zones ont été définies en Europe selon leurs conditions agricoles, pédologiques et climatiques : la zone nord, la zone centre et la zone sud.

La France fait partie de la zone sud (Bulgarie, Chypre, Italie, Grèce, Espagne, Portugal).

Ce zonage permet de tenir compte de contextes agricoles très différents d'une extrémité à l'autre de l'Europe, d'harmoniser autant que possible les évaluations de produits et de mutualiser les efforts d'évaluation.

Dans une zone, les évaluations sont mutualisées : un État membre est désigné pour évaluer le produit, les autres États pouvant ensuite commenter cette évaluation et l'utiliser pour les demandes d'AMM déposées chez eux.

Certaines évaluations produites par l'Anses servent donc de point de départ pour traiter les demandes d'AMM identiques déposées dans d'autres États de la zone sud, et réciproquement.

Le catalogue E-Phy, outil de référence

Pour connaître les produits autorisés en France et leurs usages, l'ANSES met à disposition un catalogue officiel des produits phytopharmaceutiques autorisés :

E-Phy (<https://ephy.anses.fr/>).

Cet outil permet d'obtenir rapidement les informations essentielles sur un produit : son nom, sa composition, ses conditions d'emploi, son classement et les usages pour lesquels il est autorisé.



L'autorisation des PPP provenant d'autres Etats membres

Deux procédures existent pour homologuer les produits provenant d'autres États membres :

- la procédure d'importation parallèle (art 52)
 - la procédure de reconnaissance mutuelle (art 40)
-

L'importation parallèle

Un produit phytopharmaceutique qui est autorisé dans un État membre (État membre d'origine) peut, sous réserve de l'octroi d'un permis de commerce parallèle, être introduit de cet État Membre en vue d'être mis sur le marché en France s'il est établi que la composition du produit phytopharmaceutique est identique à celle d'un produit phytopharmaceutique déjà autorisé en France, appelé produit de référence.

Un produit phytopharmaceutique, pour lequel un permis de commerce parallèle a été délivré, est mis sur le marché et utilisé conformément aux dispositions de l'autorisation du produit de référence.

Le permis de commerce parallèle est valable pendant la durée de l'autorisation du produit de référence. Les conditions d'emploi et mentions d'étiquetage obligatoires sont les mêmes que celles du produit de référence français.

Informations générales sur le produit		
Nom du produit	KLIMT	
Type de produit	Permis de commerce parallèle	
Titulaire	HMWC SAS 8 Impasse du Vallon 10150 Montsuzain France	
Formulation	Suspension concentrée (SC)	
Contenant	500 g/L - chlorotoluron	
Produit identique autorisé en France	Nom commercial	CLORTOSINT
	N° AMM	8700002
Numéro d'intrant	033-2025.01	
Numéro de permis	2250314	
Fonction	Herbicide	
Gamme d'usage	Professionnel	

Produit importé			
Nom du produit	N° AMM Pays d'origine	Pays d'origine	Titulaire AMM Pays d'origine
LENTIPUR FLO 500 SC	R-121/2012, R-441/2014d et R-48/2017d	Pologne	NUFARM GMBH AND CO. KG.

La reconnaissance mutuelle

Il ne suffit pas qu'un PPP soit autorisé dans un État membre européen pour qu'il le soit en France, et inversement.

Le titulaire de l'autorisation d'un PPP dans un État membre peut demander l'autorisation pour le même produit, les mêmes usages et sous des conditions agricoles et climatiques similaires dans un autre Etat membre. La reconnaissance mutuelle est possible si :

- L'autorisation originale a été octroyée par un État membre (État membre de référence) qui fait partie de la même zone (cf. procédure zonale) ;
- L'autorisation originale a été octroyée par l'État membre de référence qui fait partie d'une autre zone, pour autant que l'autorisation pour laquelle la demande est effectuée ne soit pas utilisée pour la reconnaissance mutuelle dans un autre Etat membre au sein de la même zone ;
- L'autorisation a été octroyée par un État membre pour une utilisation en serre, pour le traitement après la récolte ou pour le traitement de conteneurs ou d'espaces vides pour le stockage de plantes ou de produits végétaux, ou pour le traitement de semences, quelle que soit la zone à laquelle l'État membre de référence appartient.

Une décision est prise par l'ANSES dans les 120 jours suivant la réception de la demande

Les modalités de dérogation à l'obligation d'AMM en cas d'urgence (art 53)

= dérogations 120j

Du fait, entre autres, de la dispersion des organismes nuisibles et du changement climatique, les agriculteurs se retrouvent parfois dans des situations critiques pour la gestion de bio-agresseurs émergents/se développant de manière exceptionnelle, notamment lorsqu'il n'existe pas de produits phytopharmaceutiques homologués pour leur gestion.

Le règlement communautaire 1107/2009 prévoit alors plusieurs cas de dérogation, dont celles encadrées par l'article 53 pour les situations d'urgence.

Chaque État Membre peut ainsi autoriser pour une période de 120 jours la mise en marché d'une spécialité en vue d'un usage limité et contrôlé, si aucun autre moyen ne permet de maîtriser un bioagresseur donné.

Chaque AMM de 120 jours précise le couple plante*bioagresseur ciblé, le produit autorisé, la période durant laquelle il est permis de l'utiliser et les conditions de l'emploi.

Les dérogations sont exceptionnelles, elles ne doivent pas être considérées comme une alternative régulière aux procédures normales d'autorisation, et sont encadrées pour répondre aux situations urgentes tout en garantissant la protection de la santé publique et de l'environnement.

Les conditions d'octroi des dérogations « 120 jours »

Pour qu'une dérogation à la procédure d'autorisation standard des PPP par l'Anses soit accordée, plusieurs critères doivent être remplis :

- L'existence de circonstances phytosanitaires particulières ;
- L'existence d'un danger phytosanitaire qui ne peut être maîtrisé par d'autres moyens raisonnables ;
- L'utilisation doit être contrôlée ;
- Le produit doit être déjà autorisé dans un autre État membre de l'UE pour l'usage concerné.

C'est la Direction Générale de l'Alimentation (DGAL) du ministère en charge de l'agriculture qui est chargée d'instruire et de délivrer les dérogations dites « 120 jours » en France.

La procédure de demande

La demande est déposée auprès de la DGAL par un institut technique ou par un producteur ou représentant de producteurs de produits végétaux, qui est confronté à un danger phytosanitaire que les moyens disponibles, chimiques ou non chimiques, ne permettent pas de maîtriser correctement.

La DGAL instruit le dossier en s'appuyant sur les lignes directrices établies par le ministère de l'Agriculture. La demande comporte les éléments suivants :

- Le formulaire établi par la DGAL, complété de toutes les informations requises, notamment la justification détaillée de la situation d'urgence phytosanitaire (état du danger phytosanitaire, données de surveillance, analyse technico-économique, recensement des alternatives disponibles, etc.)
 - Toute information relative à la nature du PPP et de la (des) substance(s) active(s) dont l'utilisation est sollicitée, ainsi que la(es) pratique(s) agricole(s) faisant l'objet de la demande et une estimation des surfaces à traiter
 - L'accord préalable du détenteur de l'autorisation ou du fabricant PPP visé par la demande, accompagné de toutes les données pertinentes permettant de procéder à une évaluation des risques pour la santé humaine, animale et l'environnement.
-

La procédure de demande

En cas de demande répétée pour prévenir le développement d'un même bioagresseur ou d'une même adventice, le demandeur peut être invité à communiquer un plan d'action détaillant les mesures prises pour pouvoir contenir le danger à l'avenir par d'autres moyens.

A l'issue de l'instruction et en cas d'accord, une autorisation temporaire est délivrée par le ministère de l'agriculture (DGAL) pour une durée maximale de 120 jours, avec des conditions strictes d'utilisation.

Les décisions sont rendues publiques sur le site internet du ministère durant leur période de validité :

<https://agriculture.gouv.fr/produits-phytopharmaceutiques-autorisations-de-mise-sur-le-marche-duneduree-maximale-de-120-jours>



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le registre des traitements

- Les professionnels dont l'activité est en lien avec l'utilisation des produits phytopharmaceutiques (utilisation, vente, conseil) doivent tenir un registre phytosanitaire (cf. art. 67 du règlement (CE) n° 1107/2009).
 - L'arrêté du 16 juin 2009 prévoyait l'inscription dans le registre de la localisation de la parcelle, la date du traitement, le nom, la quantité et la dose de produit utilisé.
 - L'arrêté du 24 décembre 2025 pris en application du règlement (UE) 2023/564 ajoute plusieurs enregistrements obligatoires :
-

- La géolocalisation de la parcelle ou de l'unité traitée (n° d'ilot dans le système RPG ou coordonnées GPS) ;
 - Le stade phénologique de la culture traitée lorsque l'utilisation du produit visé est limitée à des stades phénologiques particuliers ;
 - La dénomination de la culture ou l'affectation de la zone traitée ;
 - L'horaire de début d'utilisation et de fin d'utilisation du produit si l'AMM ou la réglementation le prévoit ;
 - Le délai entre la dernière application et la rentrée sur la parcelle dans le cas d'une rentrée anticipée ;
 - Le caractère biologique de la production.
-

- Les éditeurs de logiciels parcellaires ont adapté leurs outils sur la base de cet arrêté.
 - De plus, une convention avec CDAF a été signée pour développer et déployer une application informatique gratuite, notamment pour les exploitants qui n'ont pas d'abonnement à un logiciel dédié.
 - Son déploiement s'opère depuis mi 2026.
-

Obligations relatives au format :

- Depuis le 01/01/26, ce registre doit être au format numérique (format lisible par machine : tableur .xls ou .csv par exemple). Cependant, les traitements qui interviendront avant le 01/01/27 peuvent ne pas faire l'objet d'une conversion au format électronique (mais une saisie papier reste nécessaire).
 - Les registres devront être détenus au format électronique à partir du 1er janvier 2027, avec un délai de conversion des données au format électronique étendu sur les premières années.
-



PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Période	Obligations relatives au format électronique
En toutes circonstances	L'utilisation d'un produit phytopharmaceutique est enregistrée sans délai après l'utilisation, quel que soit le format du registre.
Entre le 1er janvier 2027 et le 1 ^{er} janvier 2030	La conversion au format électronique pour une utilisation en année N doit intervenir au plus tard le 31 janvier de l'année N+1.
A partir du 2 janvier 2030	La conversion au format électronique doit intervenir dans un délai maximal de 30 jours après l'utilisation.

Traitement phytosanitaire par drone

<https://agriculture.gouv.fr/pulverisation-par-voie-aerienne-des-produits-phytopharmaceutiques>



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

LES 3 RÉGIMES D'AUTORISATION



1. L'Urgence Sanitaire

Pour contrer un danger sanitaire grave sans autre solution.



Autorité : Arrêté conjoint des ministres (Environnement, Agriculture, Santé)



Durée : Temporaire/Exceptionnelle



Certiphyto : Obligatoire pour les opérateurs



2. Les Cultures Éligibles (Régime Permanent)

Concerne les pentes $\geq 20\%$, les bananeraies et les vignes-mères.



Autorité : Préfet de région



Durée : Maximum 5 ans



Certiphyto : Obligatoire pour le télépilote et le manipulateur. Demande à déposer 2 mois avant.



3. Les Programmes d'Essais Techniques

Pour évaluer les avantages du drone sur d'autres cultures.



Autorité : Préfet de région (après avis conforme du Ministre de l'Agriculture)



Durée : Maximum 3 ans



Certiphyto : Obligatoire. Sous la responsabilité d'un Institut Technique Agricole (ITA).



PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

LES RÈGLES COMMUNES (TRANSVERSALES)

Produits Strictement Limités

- ✓ Biocontrôle
- ✓ Agriculture biologique
- ✓ Produits à faible risque



**Interdiction totale
des néonicotinoïdes**



Paramètres de Vol Obligatoires



Hauteur maximale de vol :
3 mètres au-dessus de la
culture



Vitesse maximale : 18 km/h

Distances de Sécurité Minimales

20 mètres minimum



**20 mètres minimum
des habitations et
zones vulnérables**

10 mètres
minimum



**10 mètres minimum
des points d'eau
(abreuvement, cours d'eau)**



PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Matériel et Certification: Drone de masse < 200 kg équipé d'un dispositif anti-dérive (meilleure technologie disponible). Le télépilote doit posséder un certificat individuel professionnel (Certiphyto).

VIGILANCE ADMINISTRATIVE



Silence vaut rejet: En l'absence de réponse de l'administration (Préfet) dans un délai de 2 mois, la demande est considérée comme rejetée.

Transparence et Signalement: Balisage obligatoire en mairie et information des riverains. Tout incident en cours de programme doit être déclaré immédiatement (risque de suspension).



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Actualités contentieux des chartes riverains

Charte riverain et zone non traitée : rejet des pourvois en cassation déposés devant le conseil d'Etat par le MAASA

Par décision rendue le 23 juillet 2026, le Conseil d'État a rejeté l'ensemble des pourvois formés par la ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire contre les arrêts de la cour administrative d'appel de Versailles du 29 novembre 2024, qui avaient confirmé l'annulation de cinq chartes départementales d'engagement des utilisateurs de produits phytopharmaceutiques des cinq départements de la région Centre-Val de Loire.

Le Conseil d'État a jugé, en premier lieu, que si une charte d'engagement peut laisser aux utilisateurs de produits phytopharmaceutiques le choix entre plusieurs modalités d'information préalable des résidents et des personnes présentes, elle doit garantir que cette information, pour pouvoir être regardée comme une mesure de protection, soit effective.

Cela suppose qu'elle soit accessible à chacune des personnes concernées et qu'elle renseigne avec une précision suffisante sur les dates et les lieux des opérations réelles d'épandage.

Il a jugé, en second lieu, que la cour administrative d'appel de Versailles n'a commis aucune erreur de droit en estimant que les chartes litigieuses ne comportaient pas d'obligations d'information préalable définies avec une précision suffisante. **Il valide en particulier l'appréciation de la cour administrative d'appel qui avait estimé que l'utilisation du gyrophare ne constitue pas en toute hypothèse une information préalable.**

Le Conseil d'Etat s'étant prononcé, tous les recours pendants devant les TA concernant les Chartes qui étaient en attente de la décision du conseil d'Etat vont faire l'objet de clôtures d'instruction et passer en jugement.

-> Risque d'annulation ?

Mise en œuvre des nouvelles conditions d'utilisation de PPP à base de captane



Un avis aux opérateurs économiques a été publié le 5 février 2026 afin de préciser les modalités de mise en œuvre des nouvelles conditions d'utilisation des produits phytopharmaceutiques à base de captane, telles que modifiées par l'Anses au 1er novembre 2024 en application du règlement d'exécution (UE) 2024/2186 de la Commission.

Ces nouvelles conditions d'utilisation prévoient qu'à partir du 1er novembre 2025, les applications de ces produits sont effectuées avec du matériel de pulvérisation qui renforce la précision et l'exactitude de l'application et qui, tout en maintenant le même taux d'application sur les surfaces cibles, permet de réduire d'au moins 61 % en moyenne la quantité de produits phytopharmaceutiques appliquée (par hectare) et d'au moins 20 % la perte au sol par rapport aux applications réalisées au moyen de matériel et de pratiques d'application conventionnels.

Ainsi, l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à base de captane nécessite :

- L'utilisation d'un matériel améliorant la précision et l'exactitude de la pulvérisation par rapport à un matériel standard ;

et

- Une réduction de la quantité maximale de captane applicable par an et par hectare.



Le pulvérisateur axial calibré pour une utilisation à faible volume de bouillie (~200 L/ha) est considéré conforme dès lors que la réduction des quantités maximales annuelles de 61% est atteinte.

Dans le cas de traitements à base de captane autorisés pour plusieurs usages d'une même culture par l'Anses, il convient de considérer que la dose maximale annuelle de captane applicable à l'hectare sur cette culture correspond à 39% de la pratique agricole la plus critique parmi les usages autorisés sur cette culture.

Un calculateur spécifique a été développé et mis en ligne sur le site du ministère chargé de l'agriculture afin de calculer, pour chaque stade végétatif, la dose maximale de captane pouvant être appliquée en fonction du nombre total de traitements prévus et des ajustements de dose souhaités, tout en respectant les objectifs de réduction fixés par les AMM



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Utilisation des PPP à base de cuivre



Le règlement d'exécution (UE) n° 2018/1981 de la Commission européenne a renouvelé l'approbation des composés du cuivre en 2018 en tant que substance phytopharmaceutique candidate à la substitution.

Il impose de nouvelles conditions d'emploi plus restrictives, notamment une limitation de la dose d'application à 28 kilogrammes par hectare sur 7 ans, afin de mieux protéger la santé des travailleurs agricoles et de prévenir la contamination de l'environnement.

L'approbation actuelle a été prolongée jusqu'au 30 juin 2029 par le règlement d'exécution (UE) 2025/1489 du 24 juillet 2025.

Sur la base du renouvellement de l'approbation européenne en 2018, les États membres doivent réévaluer les autorisations de mise sur le marché (AMM) en vigueur sur leur territoire pour les produits phytopharmaceutiques contenant un composé du cuivre.



Le 15 juillet 2025, l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) a ainsi publié ses décisions pour 34 produits dont elle avait la charge dans le cadre du fonctionnement zonal du système européen d'autorisation des produits phytopharmaceutiques.

Pour les autres produits à base de cuivre autorisés en France, l'Anses attend le rapport d'évaluation de l'État membre rapporteur zonal et maintient les autorisations en vigueur dans cette attente.

Les décisions publiées par l'Anses en juillet 2025 conduisent à ce qu'au moins un produit à base de cuivre reste autorisé pour tous les usages qui l'étaient précédemment, à l'exception du houblon.

Cependant, les nouvelles conditions d'utilisation sont dans la plupart des cas plus strictes qu'auparavant, en ce qui concerne notamment les distances de sécurité par rapport aux habitations ainsi que les zones non traitées et les dispositifs végétalisés permanents par rapport aux points d'eau.

S'agissant plus spécifiquement de la viticulture biologique, 2 AMM de produits à base de cuivre ont été renouvelées et 17 ne l'ont pas été.

Les produits dont l'autorisation n'a pas été renouvelée restent utilisables jusqu'au 15 janvier 2027 compte tenu des délais de grâce accordés par l'Anses.



Des décisions sont encore attendues pour une quinzaine de produits pour lesquels l'Italie est l'État membre rapporteur zonal.

La réduction du nombre de produits autorisés, combinée aux restrictions des conditions d'utilisation, suscitent des préoccupations de la part des utilisateurs de ces produits, notamment en agriculture biologique.

Dans ce contexte, le ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire travaille dans plusieurs directions pour assurer le maintien de la capacité à protéger les cultures avec les produits à base de composés du cuivre, dans des conditions alliant efficacité et sûreté pour la santé et l'environnement

Compte tenu des enjeux liés à l'utilisation des composés du cuivre en agriculture biologique, pour la viticulture en particulier, cinq projets du PARSADA (GetUp, SAVOIR, LEVIERS, TRANSFERTS, PARiCi) portant sur différents leviers et représentant un financement total de 24,4 millions d'euros sur cinq ans ont été approuvés à ce jour.

Le projet PARiCi (programme d'action inter-filières pour des systèmes bio affranchis de l'usage du cuivre), financé à hauteur de 4 millions d'euros, est consacré spécifiquement à l'agriculture biologique (vigne, poire, pomme de terre) afin de développer des itinéraires techniques innovants visant à réduire ou supprimer le recours au cuivre.

Publiée dans le JO Sénat du 16/04/2026 - page 1830

Merci pour votre attention